



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION
GENERALE

Bureau de l'Environnement

Affaire suivie par M. NOEL
☎ 03.87.34.88.97 - GN/DR

FAX 03 87 34 85 15

ARRETE

N° 2001 - AG/2 - 303

en date du 05 SEPT 2001

mettant en demeure la Société LORCA de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 modifié relatif aux silos et aux installations de stockage de céréales, de graines, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables pour les installations qu'elle exploite au Nouveau Port de METZ.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'Environnement, notamment l'article L-514-1 du titre 1^{er} de son livre V ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du Code de l'Environnement susvisé ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 modifié relatif aux silos et aux installations de stockage de céréales, de graines, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-AG/2-272 du 13 octobre 1999 autorisant la Société LORCA à poursuivre l'exploitation d'un ensemble de silos de stockage de céréales situé sur le Nouveau Port de METZ ;

Vu le rapport établi par l'inspecteur des installations classées le 2 juillet 2001 faisant état des résultats d'une visite du site le 14 juin 2001 ;

Considérant que l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 modifié susvisé impose à l'exploitant la rédaction de schémas d'évacuation qui doivent être affichés en des endroits fréquentés par le personnel ;

Considérant que l'article 16 de cet arrêté impose des prescriptions à respecter en matière de prévention des risques pour les équipements et installations électriques ;

Considérant que l'article 17 de cet arrêté impose que tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices soient mis à la terre et reliés par les liaisons équipotentielles ;

Considérant que l'article 25 de cet arrêté impose que les organes mobiles risquant de subir un échauffement soient équipés de capteurs de température ;

Considérant que l'article 25 de cet arrêté impose que tous les transporteurs à courroies, transporteurs à bandes, élévateurs, etc... soient équipés de capteurs de départ de bandes ;

Considérant que la Société LORCA devait respecter, pour le 30 novembre 1998, les prescriptions de l'article 16 de cet arrêté ;

Considérant que la Société LORCA devait respecter, pour le 30 juillet 2000, les prescriptions des articles 6, 17 et 25 de cet arrêté ;

Considérant que la Société LORCA n'a pas :

- rédigé mes schémas d'évacuation et que, par conséquent, aucun schéma d'évacuation n'est affiché dans les endroits fréquentés par le personnel ;
- remplacé tous les moteurs électriques ne présentant pas un degré de sécurité suffisant dans les zones où ils sont installés par des moteurs utilisables en atmosphère explosive ;
- réalisé l'ensemble des liaisons équipotentielles reliant les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices ;
- équipé les organes mobiles risquant de subir un échauffement par des capteurs de température ;
- équipé tous les transporteurs à courroies, transporteurs à bandes, élévateurs, etc... de capteurs de départ de bandes ;

Considérant dès lors que la Société LORCA ne respecte pas les dispositions des articles 6, 16, 17 et 25 de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 modifié ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

A r r ê t e

Article 1er - La Société LORCA est mise en demeure pour les installations qu'elle exploite au Nouveau Port de Metz, de respecter, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 6, 16 et 17 de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 modifié susvisé.

Article 2 - La Société LORCA est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite au Nouveau Port de Metz, de respecter, sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 modifié.

Article 3 - L'exploitant justifiera dans ces mêmes délais auprès de l'inspecteur des installations classées du respect de ces dispositions.

Article 4 - La Société LORCA fournira à l'inspecteur des installations classées les justificatifs des commandes de travaux auprès de ses entreprises d'intervention et de pièces auprès de ses fournisseurs.

Article 5 – En cas d'inobservation du présent arrêté, le préfet pourra mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L-514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 6 -

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
- Le Maire de Metz,
- les inspecteurs des installations classées,
- et tous les agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 05 SEPT 2011

POUR AMPLIATION
Le Chef de Bureau

LE PREFET,



M.C MERLE

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Marc-André Ganibeno, written over a faint rectangular stamp.

Marc-André GANIBENO